



MOT DE L'EXÉCUTIF

CONSEIL FÉDÉRAL
7 et 8 juin 2010

Madame la présidente de la CSN,

Madame la présidente du Conseil Central,

Délégué-es,

Dire que l'année qui s'achève a été bien remplie, à la FNEEQ, est un euphémisme. Nous avons souligné, au Congrès spécial de novembre, l'intensité d'un début d'année marqué par la campagne d'affiliation subséquente à la dissolution de la FAC, par la lutte contre les projets de loi sur la gouvernance et par notre collaboration à l'organisation du 2^e Forum social québécois. Depuis le congrès, le rythme a été soutenu et la FNEEQ a dû maintenir l'élan, interpellée par l'actualité politique québécoise, par les négociations du secteur public – qui concernent une partie importante de notre membership – par un conflit de travail chez les chargé-es de cours de l'Université de Montréal ou par le travail de syndicalisation et d'harmonisation des négociations au sein du regroupement privé.

IX^e Conférence trinationale

Tout récemment, et conformément au mandat reçu l'an dernier, la FNEEQ a mené à terme le projet d'organiser et d'accueillir, conjointement avec la CSQ, la *IX^e Conférence trinationale pour la défense et la promotion de l'école publique*. Cet événement, tenu à l'UQAM, a rassemblé des délégué-es mexicains, américains, canadiens et bien sûr, des militantes et des militants québécois, dans un forum d'échanges exceptionnel qui a permis de prendre la mesure des attaques systématiques contre l'éducation publique en Amérique du Nord.

Évidemment, la situation à cet égard est très différente dans les trois pays. Nos camarades mexicains – dont les délégués provenaient tous de la branche démocratique du Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), qui vivent des conditions de travail très difficiles – se battent contre une réforme pompeusement appelée «Le pacte de la qualité», qui est en réalité une tentative d'uniformisation à outrance des contenus et des méthodes pédagogiques. Ces collègues doivent composer systématiquement avec une répression gouvernementale armée dès qu'un conflit se dessine : il y a deux semaines à peine, une manifestation pacifique a provoqué une charge policière, certains manifestants ont été battus et plusieurs ont été arrêtés. C'est dans ce climat de violence qu'ils doivent résister, sans compter que leur action syndicale est entravée lourdement par un syndicat national profondément corrompu, qui vient d'ailleurs d'être exclu de l'Internationale de l'éducation.

Aux États-Unis, particulièrement sur la côte ouest, les budgets de l'éducation publique subissent des coupes sévères et les gouvernements de plusieurs États ont trouvé le moyen de détourner l'argent public vers le secteur privé, en confiant à des entreprises (à but non lucratif...mais qui peuvent faire du profit!) la gestion de plusieurs écoles. L'État californien envisage à l'heure actuelle de faire passer 250 écoles de Los Angeles aux mains de telles administrations. Les conséquences sont dramatiques, parce que plusieurs conventions collectives sont abrogées au passage, enseignantes et enseignants étant mis à la porte sans autre forme de procès, contraints d'être réembauchés selon le bon désir des nouveaux patrons, avec des conditions de travail moins avantageuses et, on l'aura compris, seulement s'ils montrent patte blanche sur le plan syndical. À cet égard, les délégués américains ont exprimé beaucoup de déception vis-à-vis l'administration Obama, qui fonde son plan de relance de l'éducation sur les *charter schools* et la rémunération des enseignantes et des enseignants au mérite.

Les échanges réalisés lors de la Trinationale ont été riches et appréciés; la FNEEQ et la CSQ n'ont reçu que des félicitations pour l'organisation générale de cet événement ainsi que pour l'accueil que nous avons réservé aux collègues venus d'ailleurs. La déclaration finale de cette IX^e Conférence sera d'ailleurs soumise au présent conseil, comme elle le sera dans les instances des différentes organisations syndicales qui adhèrent à la Coalition trinationale. Nous examinerons aussi, en conseil, un texte préparé par le comité école et société, qui veut expliciter nos positions déjà adoptées face à l'école privée.

Crise économique

Sur la scène politique, force est de constater que les tendances que nous avons déplorées en novembre se sont accentuées. Au plan international, la crise économique qui a frappé en 2008 n'a rien généré de crédible quant à un meilleur contrôle des marchés financiers. L'amélioration des services publics, que nous considérons comme la pierre angulaire d'un meilleur partage des richesses, n'apparaît toujours pas comme une avenue intéressante aux yeux de gouvernements préoccupés davantage par le maintien des privilèges de la classe des nantis que par la recherche de consensus sociaux aptes à améliorer la justice sociale et à éradiquer la pauvreté.

Il suffit pour s'en convaincre de survoler les intentions des nombreux pays européens actuellement aux prises avec une crise de la dette publique. Partout, les systèmes de protection sociale mis en place après la Seconde Guerre mondiale sont menacés par une vague d'austérité budgétaire qui ne se préoccupe que marginalement de chercher des possibilités d'accroître les revenus de l'État.

On songe en Allemagne à diminuer de manière importante l'indemnisation de chômage, dans un effort pour réduire le budget de l'équivalent de 4 milliards de dollars canadiens. Au Royaume-Uni, ce sont les salaires des fonctionnaires qui sont dans la ligne de mire, on entend aussi limiter les crédits d'impôt pour les enfants à charge et abandonner les primes lors d'une naissance.

Même scénario en Espagne, où on a de surcroît gelé la revalorisation des pensions et réduit de 300 millions d'euros l'aide aux personnes handicapées. En France, on s'oriente vers une élévation de l'âge de la retraite. Au Portugal, on privilégie les hausses d'impôt, mais l'indemnisation de chômage sera revue à la baisse et on renforcera le système de contrôle sur les prestations sociales. En Italie, on vise une réduction du budget de l'équivalent de 32 milliards de dollars canadiens, dès 2011-2012! En Grèce, le pays le plus durement touché, il faudra cotiser 40 années au lieu de 37 en vue de la retraite et les fonctionnaires gagnant plus de 3 000 euros seront privés de leurs 13^e et 14^e mois de salaire. Il est particulièrement ironique d'apprendre que la situation en Irlande serait pire qu'en Grèce, mais que les agences de notation l'ont épargnée parce qu'on y abrite d'importants intérêts américains.

La crise financière est mondiale, et nous soumettons qu'on peut partout en faire la même lecture; dans presque tous les pays, le remède appliqué est celui de la réduction des services publics. Le Québec n'est certainement pas le seul endroit au monde où la proportion de l'assiette fiscale en provenance des entreprises a considérablement diminué au fil des ans et où les échappatoires fiscales ont atteint des proportions scandaleuses, privant ainsi l'État d'une source importante de revenus. À l'instar de ce que préconisent la Banque mondiale et le Fond monétaire international – et sous le prétexte de la concurrence fiscale – la grande majorité des gouvernements se tourne vers une réduction dramatique du rôle de l'État, plutôt que vers une contribution plus équitable de la participation aux revenus et vers une taxation des transactions financières. Inextricablement englués dans la toile de la mondialisation néolibérale, ils sont incapables de poser autrement la question des finances publiques et refusent de considérer des avenues différentes.

Le gouvernement Harper

Au Canada, la liste des dossiers où la conduite du gouvernement Harper frise l'indécence semble interminable :

- § les visas imposés aux Mexicains ;
- § le refus systématique de demander le rapatriement d'Omar Khadr ;
- § les nombreux projets de lois de députés conservateurs visant à restreindre le droit à l'avortement ;
- § la volonté de Harper de cesser de financer les avortements dans le cadre du projet d'aide internationale en matière de santé maternelle lors du prochain sommet du G-20 ;
- § la campagne contre une taxe imposée aux banques ;
- § le retrait de subventions aux organismes progressistes et aux activités culturelles .

À cette liste est venu s'ajouter un contrôle despotique de l'information qui trouve son aboutissement dans une nouvelle omerta : le personnel politique des ministres, selon l'intention de Harper, sera dorénavant soustrait aux questions des députés pour répondre de leurs décisions.

La semaine dernière, c'est notre pays qui a remporté – devant tous les pays du monde – la palme de la plus grande complaisance face à l'attaque par Israël d'un convoi humanitaire à destination de Gaza.

Le Canada ne progresse pas : sur le plan social et démocratique, il régresse.

Le gouvernement du Québec

Il en est de même au Québec. *Stoppons la démolition!*, disait la CSN dans le cadre d'une campagne destinée à bloquer le démantèlement de l'État envisagé par un Jean Charest qui venait de prendre le pouvoir. Cette campagne a certainement ralenti ce gouvernement qui a pourtant réussi à se faire réélire et qui n'a certes pas perdu de vue son objectif. Le dernier budget du ministre Bachand ne représente ni plus ni moins qu'un saccage annoncé du modèle québécois comportant, entre autres perles, une taxe totalement régressive à la santé, en plus d'un ticket modérateur qui nuira davantage aux femmes enceintes, mais surtout aux personnes les plus malades qui sont aussi,

malheureusement, souvent les plus démunies de la société. On envisage de consulter les partenaires sociaux non pas sur le principe des droits de scolarité, mais sur les moyens de les augmenter, comme si un consensus social était présumé sur la question. Un budget totalement régressif, alors que nous réclamions davantage de progressivité. Faisons payer les pauvres!

Devons-nous, devant la triste dérive des politiques gouvernementales, baisser les bras et céder au cynisme politique? Nous croyons que non. Il nous apparaît y avoir, dans la situation actuelle, des raisons d'espérer qui devraient nous conduire à redoubler d'efforts.

Coalition contre la hausse des tarifs

La *Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics*, à laquelle la FNEEQ a eu mandat d'adhérer, à l'instar de la FSSS et du Conseil central du Montréal métropolitain, rassemble plus d'une centaine d'organismes qui veulent unir leurs forces pour faire halte à Charest. Le dynamisme de cette Coalition s'appuie sur une colère populaire bien réelle, comme en témoigne la manifestation qui a suivi de peu le budget Bachand et qui a réuni plus d'une dizaine de milliers de manifestants dans les rues de Montréal. La mobilisation est palpable dans nos syndicats des cégeps, engagés dans une négociation dont la portée politique est évidente. Le Front commun est mobilisé : la manifestation du 20 mars l'a démontré.

Le contexte nous apparaît favorable pour une lutte sociale d'envergure et la responsabilité du mouvement syndical, dans les circonstances, est énorme. Les grandes organisations doivent tenir le pari de canaliser la grogne populaire, d'organiser une protestation d'envergure, de la traduire par un programme politique clair autour duquel il faut réussir à coaliser les forces vives de la société. De nombreux groupes sont actifs et militants. Les demandes associées à la *Marche mondiale des femmes*, les revendications étudiantes, les mouvements populaires auxquels on menace de couper les vivres, les travailleurs syndiqués qui voient leurs conditions de travail s'éroder d'année en année : il y a là un potentiel de mobilisation incroyable, dont le principal ennemi serait la tentation de travailler en vase clos. Nous sommes fiers d'annoncer que la CSN examinera, dès cette semaine, les moyens de travailler concrètement dans le sens d'une meilleure coordination des forces sociales progressistes.

Dans la mesure de ses modestes moyens, la FNEEQ travaille à la Coalition et fera tout en son pouvoir pour s'inscrire dans le plan de match espéré d'une contestation sociale d'envergure. Nous ferons d'ailleurs le point sur cette lutte dans le présent Conseil.

Regroupements

Concernant nos intérêts plus immédiats, l'année a également été plutôt trépidante.

Au regroupement université, le ton du prochain cycle de négociation a été donné par le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal, qui a mené à terme une grève de six semaines.

Dans un contexte nord-américain fortement influencé par les tendances néolibérales mondiales – marqué par des attaques à la liberté académique, par la marginalisation de l'enseignement, par l'hégémonie d'une concurrence exacerbée et par la marchandisation – résister seulement aux attaques patronales aurait déjà constitué une victoire importante.

Or, le SCCCUM a fait beaucoup mieux. Dans des conditions très difficiles d'organisation générale de la mobilisation, face à des tentatives ourdies par la partie patronale pour noyauter les membres et malgré un appui pour le moins mitigé des organisations étudiantes – qui n'ont pas pleinement réalisé qu'on se battait en bonne partie pour de meilleures conditions d'apprentissage – les chargées et chargés de cours ont amélioré leur sort, remporté une bataille importante sur la taille des groupes et fait preuve d'une solidarité exemplaire envers le petit groupe des coaches et accompagnateurs. Cette grève du SCCCUM a été celle de la fierté d'enseigner : merci de l'avoir faite de cette manière.

Le regroupement université travaille beaucoup à la préparation du COCAL, dont le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval sera l'hôte, en août prochain; un rapport d'étape sera fait là-dessus pendant le Conseil.

Au regroupement privé, cette année a confirmé – si besoin était, avec la venue de trois nouveaux syndicats – que la FNEEQ est un pôle d’attraction important dans ce secteur. Nous avons ainsi le plaisir de souhaiter la bienvenue dans nos rangs aux syndicats du Campus Notre-Dame-de-Foy, du Mont Saint-Louis et de Queen of Angels Academy. Nous croyons que l’intérêt des syndicats du privé pour la FNEEQ repose beaucoup sur la dynamique active qui s’est instaurée dans ce regroupement, dynamique qui a mené récemment à un premier, et historique, processus d’harmonisation des demandes de négociations ainsi qu’à une campagne de visibilité fort réussie.

Quant au regroupement cégep, la négociation a bien évidemment été au centre de toutes les préoccupations. Cette négociation apparaît cruciale pour l’avenir de la profession enseignante au collégial et il s’agit là, pour la Fédération, d’une question suffisamment importante pour que nous en fassions cette fois une question de privilège, où nous ferons le point plus en détail sur l’état des choses.

Les comités

Un Conseil fédéral, à la FNEEQ, c’est une instance privilégiée pour faire le point sur les dossiers qui nous interpellent, prendre connaissance des travaux des divers comités et orienter notre action pour la période à venir.

Grâce aux travaux du comité d’action internationale, nous aurons ainsi l’occasion au cours de ce Conseil de prendre la mesure de la complexité de la reconstruction nationale d’Haïti, un pays ravagé par le séisme de janvier, qui n’occupe plus l’avant-scène dans les médias mais dont on ne doit pas pour autant cesser de se préoccuper. À la mesure de nos moyens, nous proposerons une aide à *l’Union nationale des normaliens d’Haïti (UNNOH)* afin que ce syndicat d’enseignantes et d’enseignants puisse offrir des services à ses membres. Le comité femmes tiendra ce midi un dîner spécial sur la participation des femmes à diverses instances syndicales, et nous pourrons demain discuter en profondeur de deux dossiers menés par le comité école et société.

Compte tenu de l’espace plus restreint dont nous disposons pour ce Conseil fédéral et des travaux à plus long terme du comité sur la précarité, la relève et la vie syndicales et du comité santé, sécurité et environnement, c’est au prochain Conseil que nous pourrons nous pencher sur ces dossiers importants.

La FNEEQ aura plusieurs fers au feu, d'ici là. Outre le COCAL, cet été, nous envisageons prendre une part active dans le plan d'action de la *Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics*, nous allons contribuer à l'organisation du *Forum mondial Éducation en Palestine 2010*, en octobre, et à celle d'un important colloque contre l'homophobie en milieu scolaire. Nous allons aussi, à plus long terme et conformément aux mandats reçus lors du dernier Congrès, participer à la refonte de la plateforme CSN en éducation et, dans cet ordre d'idées, tenter d'améliorer la participation de nos syndicats aux activités des conseils centraux pour, entre autres, mieux sensibiliser nos camarades des autres secteurs à l'importance des enjeux en éducation.

Mais au cœur de notre action, nous allons aussi vouloir impliquer nos syndicats ainsi que la Fédération dans les actions qui entoureront les forums annoncés pour l'automne, par la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, qui porteront notamment sur le financement de l'éducation et, en particulier, sur la hausse annoncée des droits de scolarité dans les universités.

Une année bien remplie vient de s'écouler, une année syndicale tout aussi intense nous attend après l'été.

Délégué-es, bon Conseil.

Vive la CSN et vive la FNEEQ !